

Alors que des milliers d'Afghan-e-s tentent de fuir les talibans, le Conseil fédéral se barricade. Questions à Aldo Brina, chargé d'information sur l'asile au Centre social protestant (CSP).

Le niveau zéro de la solidarité

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR
DEMIR SONMEZ . PHOTO

Le CSP reçoit de nombreux ressortissant-e-s afghan-e-s. Comment décrivent-ils la situation sur place?

Aldo Brina – Il y a beaucoup d'incertitude et de peurs, notamment quant au sort des femmes qui étudiaient ou exerçaient des professions libérales.

Nous avons entendu des récits de personnes qui doivent se cacher dans Kaboul, car les talibans sont venus les chercher à leur domicile. D'autres nous ont montré des photos de cadavres, des vidéos d'exactions.

Les talibans sont très dangereux. Au cours des dernières années, ils n'ont cessé d'organiser des attentats, d'enlever des gens, de commettre des meurtres. La question n'est donc pas de savoir s'il y aura des persécutions, mais à quelle vitesse elles auront lieu et qui elles viseront en priorité. En Afghanistan, aujourd'hui, être une femme suffit pour être en danger.

Le Conseil fédéral a déclaré qu'il ne peut rien pour aider les Afghan-e-s. Est-ce le cas?

L'évacuation des Afghan-e-s en danger se heurte à un problème réel: comment sortir ces personnes du pays? Si à court terme, la Suisse ne peut pas faire grand-chose, peut-être que des solutions se dessineront dans un deuxième temps.

En revanche, il serait déjà possible d'agir à partir des pays limitrophes. Au cours des dernières semaines, des milliers d'Afghan-e-s ont fui vers l'Iran, le Pakistan ou le Tadjikistan. Dans ces pays-là, des représentations helvétiques pourraient examiner leur situation et autoriser un transfert en Suisse.

Cet accueil pourrait être organisé via différentes formes: l'octroi d'un visa humanitaire, une application assouplie du regroupement familial ou la fixation de contingents de réfugié-e-s à relocaliser, en partenariat avec le Haut-commissariat aux réfugié-e-s (HCR) ou d'autres pays européens.

Le Conseil fédéral ne semble pas aller dans ce sens...

Concrètement, les autorités helvétiques se sont pour l'heure limitées à rapatrier la quarantaine d'employé-e-s locaux-ales du bureau de la Direction du développement et de la coopération (DDC) à Kaboul, avec leur famille proche. Cela représente environ 230 personnes. Ce nombre sera déduit des contingents de réfugié-e-s fixés dans un partenariat avec le HCR. Concrètement, pas un-e réfugié-e de plus que prévu avant la crise afghane ne sera accueilli-e en Suisse. La solidarité du Conseil fédéral avec le peuple afghan se monte donc à 0.

Qu'en est-il des visas humanitaires?

Il est impossible de faire une demande depuis l'Afghanistan, car la Suisse n'y a pas de représentation officielle. Pour demander une protection en Suisse, les personnes menacées doivent fuir leur pays. Avec tous les dangers que cela comporte, il est difficile de le leur conseiller.

Ce n'est pas tout. Pour avoir une chance de voir leur demande aboutir, ces personnes doivent produire différentes pièces, dont des documents d'identité valables. Or, il est justement dangereux pour une personne fuyant les talibans de se balader dans le pays avec de tels documents!

Enfin, si elle n'assouplit pas sa pratique, la Suisse aura toute latitude pour rejeter les demandes de visa déposées depuis le Pakistan ou l'Iran, car elle considère les personnes se trouvant dans un pays tiers comme étant en sécurité!

En résumé: dans les conditions actuelles, décrocher un visa humanitaire pour notre pays est une mission impossible pour les Afghan-e-s en danger.

Vous avez interpellé les autorités. Avec quelles demandes?

Nous revendiquons une opération similaire à celle mise sur pied pour les réfu-

gié-e-s syrien-ne-s. Alors que la guerre civile, déclenchée en 2011, ravageait le pays, la Suisse avait allégé les critères d'octroi des visas humanitaires. Cela avait permis de sauver des vies, sans créer la «vague migratoire» fantasmée par les partis de droite.

Nous avons formulé cette demande par écrit au Conseil fédéral.

Quelle a été sa réponse?

Pour l'instant, il refuse d'entrer en matière. Karin Keller-Sutter, la conseillère fédérale (PLR) qui chapeaute le Secrétariat d'Etat aux migrations, n'a aucune intention d'accueillir des réfugié-e-s afghan-e-s. Son objectif est que ceux-ci et celles-ci restent au Pakistan ou en Iran, qui hébergent déjà des centaines de milliers de ces exilé-e-s. Pourtant, les demandes d'asile sont en forte baisse dans notre pays, depuis plusieurs années. Cette position rejoint la frilosité ambiante au niveau européen, et reflète une triste réalité: l'arrivée de M^{me} Keller-Sutter et celle de son collègue PLR Ignazio Cassis au Conseil fédéral ont entraîné un nouveau durcissement de la politique d'asile.

Que faire dans cette situation?

Nous tentons d'aider les Afghan-e-s résidant en Suisse qui le demandent en les informant des infimes possibilités existantes pour faire venir leurs proches, et en réfléchissant à comment les soutenir malgré tout dans la démarche complexe visant à obtenir un visa humanitaire.

Mais il faut faire bouger les choses sur le plan politique. Seule une forte pression, émanant à la fois de la société civile et de partis politiques, pourra pousser le Conseil fédéral à accueillir davantage de réfugié-e-s en provenance d'Afghanistan. Sur cette question, la communauté afghane en Suisse aura un grand rôle à jouer. Nous devons l'appuyer au maximum. ■



Mobilisation

LE 2 OCTOBRE, À BERNE POUR UNE POLITIQUE D'ACCUEIL!

Une coalition d'organisations d'exilé-e-s et de soutiens appelle à une manifestation nationale à Berne, le 2 octobre. «Depuis de nombreuses années nous constatons que la politique d'asile de la Suisse viole les droits humains et porte quotidiennement atteinte à la dignité des personnes exilées», indiquent les signataires du manifeste appelant à la mobilisation, parmi lesquels on trouve l'association Solidarité sans frontières, les collectifs Droit de Rester, solidarité Tattes et Poya Solidaire, *Migrant solidarity network* ainsi que plusieurs organisations actives en Suisse alémanique. Ces entités dénoncent la violence physique, psychologique, sociale et économique exercée envers les personnes exilées. Elles exigent que le statut de réfugié-e soit octroyé à toutes et tous les Afghan-e-s présent-e-s en Suisse, et que des procédures de regroupement familial rapides et non bureaucratiques soient mises sur pied. L'appel demande aussi un arrêt général des expulsions, car celles-ci ne respectent pas les besoins de sécurité matérielle et physique des personnes en fuite – comme le démontre la volonté des autorités d'expulser vers des pays comme l'Éthiopie et l'Érythrée. Parmi les revendications, on trouve aussi l'arrêt du régime d'aide d'urgence et la possibilité pour les requérant-e-s d'asile débouté-e-s de régulariser leur situation, ainsi que l'évacuation immédiate de tous les hotspots au bord de la Méditerranée, en particulier celui de Moria. ■